AVENANT D'ÉLARGISSEMENT DE LA GARANTIE RSA

Le présent avenant modifie le contrat. Lisez-le attentivement.

Les termes et expressions indiqués en caractère gras ont un sens particulier. Ils sont définis au présent avenant ou dans le formulaire auquel il est joint.

Les titres des articles ou des paragraphes énumérés ci-dessous ne doivent pas être considérés aux fins de l'interprétation de la présente assurance; ils n'ont été insérés que pour faciliter sa lecture.

Le présent avenant annule et remplace tout autre avenant d'élargissement de la garantie joint au contrat émis par la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurance, et en faisant partie.

Il est entendu et convenu que :

1. Sauf pour ce qui est prévu à l'article 2. ci-dessous et nonobstant toute disposition contraire au présent contrat, la garantie accordée par le présent contrat ne saurait être plus restrictive que celle du contrat émis par la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances et/ou ses filiales qui était en vigueur à l'expiration de la période d'assurance précédente.
2. L'élargissement de la garantie accordé par le présent avenant ne s'applique pas :
 - 2.1. aux changements apportés au présent contrat qui sont imposés par la loi;
 - 2.2. aux changements apportés au présent contrat à la demande de l'Assuré désigné;
 - 2.3. aux changements apportés au présent contrat pour lesquelles l'Assuré ou le courtier a reçu un avis spécifique;
 - 2.4. aux changements apportés au présent contrat en raison de conditions de renouvellement ou de changements offerts par l'Assureur et acceptés par l'Assuré désigné au cours de la période d'assurance;
 - 2.5. aux franchises ou montants de garantie stipulés au présent contrat; ou
 - 2.6. aux cas énumérés dans l'article 4. **EXCLUSIONS SUPPLÉMENTAIRES** ci-dessous.
3. La protection offerte par le présent avenant d'élargissement de la garantie sera nulle et sans effet à compter de la première des dates suivantes :
 - 3.1. la date d'expiration d'une période de vingt-quatre mois (24) consécutifs suivant la date de prise d'effet du premier renouvellement du contrat auquel se rattache le présent avenant; ou
 - 3.2. la date de prise d'effet de la résiliation du présent contrat, quel qu'en soit le motif.

4. EXCLUSIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les exclusions suivantes, qui seront ajoutées au nouveau contrat d'assurance Intact de l'Assuré, s'appliquent aussi à l'élargissement de la garantie accordé par le présent avenant :

4.1. Exclusion relative aux virus et aux bactéries – Applicable uniquement à l'Assurance des biens

Sont exclus les pertes et les dommages occasionnés directement ou indirectement, en totalité ou en partie, par tout virus, toute bactérie ou tout autre micro-organisme qui provoque ou peut provoquer une souffrance physique, une maladie ou une affection. La présente exclusion s'applique sans égard à l'existence d'une autre cause ou d'un autre sinistre (couvent ou non) qui contribue simultanément ou dans n'importe quel ordre aux pertes ou aux dommages.

4.2. Exclusion relative aux maladies transmissibles ou Exclusion relative aux pandémies et aux épidémies de maladies transmissibles – Applicable uniquement à l'Assurance de la responsabilité civile des entreprises, à l'Assurance de la responsabilité civile complémentaire des entreprises ou à l'Assurance de la responsabilité civile excédentaire des entreprises

(Il se peut que cette exclusion soit ajoutée au contrat de l'Assuré, en fonction de la nature des activités de son entreprise; il est aussi possible que l'exclusion ait déjà été ajoutée à son contrat antérieur).

Sont exclus les dommages corporels, les dommages matériels ou les préjudices personnels et préjudices imputables à la publicité occasionnés par la transmission de toute maladie transmissible par un Assuré.

4.3. Exclusion relative aux cyber incidents – Applicable uniquement à l'assurance des biens

Sont exclus les pertes et les dommages occasionnés directement ou indirectement par un **cyber incident**. Cette exclusion s'applique sans égard aux autres causes ou événements ayant pu contribuer simultanément ou dans n'importe quel ordre aux pertes ou aux dommages.

5. DÉFINITIONS

5.1. **Cyber incident** désigne :

- 5.1.1. l'accès non autorisé à tout **système informatique** ou l'utilisation non autorisée de ce dernier;
- 5.1.2. tout code malveillant, virus ou autre code dommageable dirigé contre tout **système informatique** ou introduit ou activé dans ce dernier et conçu pour accéder à toute partie d'un **système informatique** et la modifier, la corrompre, l'endommager, la supprimer, la détruire, la perturber, la chiffrer, l'exploiter, l'utiliser, y restreindre ou y empêcher l'accès, ou en perturber autrement le fonctionnement normal; ou
- 5.1.3. une attaque par déni de service qui perturbe tout **système informatique**, en restreint ou en empêche l'accès ou en perturbe autrement le fonctionnement normal.

5.2. **Dommege corporel** signifie toute atteinte corporelle, maladie, affection ou incapacité, tout dommege moral ou choc nerveux, subis par une personne physique, y compris le décès qui en résulte à n'importe quel moment.

5.3. **Dommege matériel** désigne :

- 5.3.1. toute détérioration ou destruction d'un bien corporel, y compris la privation de jouissance en résultant. Cette dernière est réputée survenir en même temps que le dommege physique l'ayant causée; ou
- 5.3.2. La privation de jouissance de biens corporels qui n'ont pas été endommagés. Celle-ci est réputée survenir au moment du sinistre l'ayant causée.

Pour l'application de la présente assurance, les **données électroniques** ne sont pas considérées comme des biens corporels.

- 5.4. **Données** désigne toute forme de représentation d'informations ou de notions.
- 5.5. **Données électroniques** signifie des renseignements, des faits, des programmes, des représentations de renseignements ou de concepts, mémorisés en tant que logiciel informatique ou logiciel de traitement des données (y compris les systèmes et les logiciels d'application), mémoire, dispositifs de traitement de données et support utilisé avec un équipement à commande électronique, stockés sur l'un ou l'autre des dispositifs susmentionnés, créés ou utilisés sur ces dispositifs, ou transmis à ces dispositifs ou à partir de ceux-ci.
- 5.6. **Durée du contrat** désigne chaque période de douze (12) mois consécutifs indiquée à la période d'assurance des Conditions particulières. La première période de douze (12) mois débute à la date d'entrée en vigueur du contrat et la période subséquente entre en vigueur à l'expiration de la première période de douze (12) mois.
- 5.7. **Préjudice imputable à la publicité** désigne un préjudice résultant des délits suivants :
- 5.7.1. Publication, de quelque manière que ce soit, de paroles ou d'écrits diffamatoires à l'endroit d'une personne physique ou morale ou dépréciant ses produits ou services; ou
 - 5.7.2. Publication, de quelque manière que ce soit, de paroles ou d'écrits violant le droit à la vie privée; ou
 - 5.7.3. Utilisation de l'idée publicitaire d'un tiers dans la **publicité** de l'Assuré; ou
 - 5.7.4. Violation du droit d'auteur d'un tiers, de sa présentation ou de son slogan dans la **publicité** de l'Assuré.
- 5.8. **Préjudice personnel** désigne tout préjudice (y compris le **dommage corporel** subi par voie de conséquence) résultant des délits suivants :
- 5.8.1. Arrestation, détention ou emprisonnement injustifiés;
 - 5.8.2. Poursuite intentée par malveillance;
 - 5.8.3. Atteinte à l'inviolabilité du domicile, notamment l'éviction injustifiée ou l'entrée illégale commise par ou pour le propriétaire, le locateur ou le bailleur des lieux, étant précisé que le domicile s'entend de tout lieu occupé par une personne physique;
 - 5.8.4. Publication, de quelque manière que ce soit, de paroles ou d'écrits diffamatoires à l'endroit d'une personne physique ou morale ou dépréciant ses produits ou services;
 - 5.8.5. Publication, de quelque manière que ce soit, de paroles ou d'écrits violant le droit à la vie privée;
 - 5.8.6. Discrimination (sauf dans les territoires où une telle assurance est interdite par la loi, une décision judiciaire ou administrative, ou si elle est considérée comme contraire à la législation ou à la politique publique desdits territoires) subie par toute personne pendant la **durée du contrat**.
- 5.9. **Publicité** désigne une annonce diffusée ou publiée à l'intention du public en général ou de certains segments de marché relativement aux biens, aux produits ou aux services de l'Assuré en vue d'attirer des clients ou des adeptes. Pour l'application de la présente définition :
- 5.9.1. Les annonces publiées comprennent les renseignements affichés sur Internet ou sur tout autre moyen de communication électronique semblable; et
 - 5.9.2. En ce qui concerne les sites Web, seule la partie du site qui porte sur des marchandises, produits ou services de l'Assuré en vue d'attirer des clients ou des adeptes est considérée comme une publicité.
- 5.10. **Système informatique** désigne signifie tout ordinateur, tout matériel informatique, tout média, toute **donnée** électronique ou numérique, tout logiciel, tout système de communications ou de réseautage, tout appareil électronique (notamment les téléphones intelligents, les ordinateurs portables, les tablettes et les appareils portables), tout serveur, tout nuage informatique ou tout microcontrôleur, ce qui inclut tout système semblable ou toute configuration de ce qui précède, ainsi que toute unité d'entrée ou de sortie, tout appareil de stockage de **données**, tout équipement de réseautage et toute installation de secours connexes.

Toutes les autres conditions du présent contrat demeurent inchangées.